



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

06-12-2016

Les moyens du changement

Il y a les moyens en France, pour investir infiniment plus qu'aujourd'hui dans le développement économique, pour créer des centaines de milliers d'emplois, pour augmenter les salaires et les retraites, pour développer le système de santé et de Sécurité Sociale, pour construire des milliers logements sociaux, pour développer l'enseignement, la recherche...

Il y a beaucoup d'argent

Le PIB (Produit Intérieur Brut, richesse annuelle créée par le travail des salariés, est de 2.200 milliards d'euros. La France est la 5^{ème} puissance économique mondiale derrière les USA – La Chine – le Japon – l'Allemagne. Elle est la 2^{ème} puissance économique Européenne.

Les entreprises françaises sont rentables, très compétitives :

-Dans le classement mondial des 500 multinationales les plus puissantes, on trouve 35 françaises dont TOTAL, AXA, BNP-Paribas, Carrefour, EDF, PSA, Renault, Bouygues, Sanofi, Auchan etc.

-Les profits capitalistes déjà considérables sont en hausse : Les entreprises du CAC 40 ont dégagé à elles seules 42,3 milliards (connus) au 1^{er} semestre 2016 (+ 10% sur 2015).

-Les 150 PME (Petites et Moyennes Entreprises) (de 25 salariés à 13.000) ont un chiffre d'affaires allant de 11,2 millions jusqu'à 1,9 milliard par an. Ils sont en hausse de 35% à 400% par an.

-Le Budget général de la France 2016 comprend 388 milliards de recettes dont 76,5 milliards d'impôts sur le revenu et 195,8 milliards de TVA (l'équivalent de 70% du budget sont acquittés par les consommateurs).

La France est un pays de technologies avancées, avec des compétences considérables dans des secteurs importants non seulement techniques, mais médicaux, dans la recherche...

Pourquoi la situation du peuple continue de se dégrader, pourquoi le chômage de masse perdure, pourquoi l'avenir de la jeunesse est sacrifié, pourquoi 8 millions de pauvres d'un côté et 1,8 millions de millionnaires de l'autre en 2016 ?

Parce que la France est un pays capitaliste, les Multinationales capitalistes dominant, dirigent l'Etat.

Jean Ziegler (chargé des droits de l'homme auprès de l'ONU) écrit dans son livre « les chemins de l'espérance » : « En 2015, les 500 plus puissantes sociétés transcontinentales privées, tous secteurs confondus, contrôlaient, selon la Banque mondiale, plus de 53% du PIB, c'est à dire 53% de toutes les richesses – marchandises – capitaux services etc. produites en une année sur la planète. **Leur stratégie l'obéit qu'à un seul principe : la maximalisation du profit dans le temps le plus court.** Les oligarchies détiennent un pouvoir qu'aucun empereur, aucun pape, aucun roi n'a jamais tenu dans l'histoire des hommes ».

Ils en veulent toujours plus, il leur faut baisser les salaires, exploiter de plus en plus, spéculer au lieu d'investir utilement pour faire de l'argent vite, organiser la fraude fiscale (en France elle est évaluée à 80 milliards par an).

La concurrence des capitalistes mondiaux est permanente, d'autant plus exacerbée depuis la crise déclenchée dans le monde en 2008.

L'Etat français, est comme ailleurs au service des intérêts des multinationales. Depuis des décennies il détourne une partie de plus en plus importante des recettes du budget national

pour donner aux capitalistes : 275 milliards d'exonérations de cotisations sociales, d'impôts et taxes divers, de subventions. Le gouvernement Hollande a aggravé cette situation avec le pacte de responsabilité, le CICER – CIRA- François Villeroy de Galla, gouverneur de la Banque de France, affirme : « notre dépense publique a entre 100 et 200 milliards d'euros de plus que nos voisins européens, il faut activer nos marges d'efficacité » (journal financier « Les Echos »)

Les gouvernements successifs ont privatisé les entreprises publiques nationalisées en 1945, pour les livrer au capitalisme. Depuis 1986 sous Mitterrand ils ont privatisé totalement ou partiellement 60 entreprises publiques et Valls a continué avec les aéroports, EDF et la SNCF.

Pour les intérêts de multinationales françaises, les gouvernements entraînent la France dans des guerres impérialistes qui ravagent les peuples et les pays, comme au Moyen-Orient, pour être maîtres du pétrole et dominer politiquement les pays en question. Des sommes phénoménales sont englouties dans ces guerres, dans la course aux armements : le budget annuel de la défense est de 38 milliards. 88 milliards supplémentaires sont attribués entre 2015 et 2020, pour réarmer.

L'Europe capitaliste a été créée par les Etats en 1946 pour service les intérêts des capitalistes européens. C'est avant tout une instance de coordination des intérêts de multinationales capitalistes européennes.

Comment s'opposer à ce cycle infernal imposé par le capitalisme ?

La lutte de classe est permanente entre le capital et les travailleurs, le peuple. L'opposition capital travail est permanente et irréductible, il ne peut pas y avoir d'aménagement, de partage. Le capital veut toujours aller plus, loin dans l'exploitation, par tous les moyens. Les travailleurs doivent lutter ensemble, collectivement, pour stopper ses coups, pour imposer leurs revendications, des conquêtes sociales. Lutter chaque jour, en permanence, dans leur entreprise ou nationalement avec les autres salariés. Exemple :

En 1936 avec le Front Populaire, les grandes grèves ont imposé les 40h. , les congés payés, la nationalisation des industries de guerre, d'une partie de la SNCF.

En 1945 la lutte pour libérer la France créa un rapport de force qui imposa les nationalisations, la Sécurité Sociale. A ce propos, De Gaulle dans ses mémoires écrit : « il fallait réaliser des réformes telles qu'elles puissent regrouper les esprits, obtenir le concours des travailleurs...Certes les privilégiés les accueillent mélancoliquement mais tous mesurant la force du courant s'y résignent, d'autant plus qu'ils avaient redouté bien pire »

En 1968 les grandes grèves permirent d'obtenir l'augmentation du SMIC, des salaires, la réduction du temps de travail dans de nombreuses branches, la reconnaissance du droit syndical à l'entreprise.

Il faut continuer les luttes quotidiennes, elles sont indispensables.

Pour changer fondamentalement de politique, il faut aller plus loin.

Pour répondre à l'exigence du peuple qui en a assez, qui rejette la politique actuelle et ceux qui la mènent, pour faire une véritable politique économique et sociale au service du peuple, **notre Parti Révolutionnaire Communistes affirme : il faut arracher aux multinationales capitalistes les moyens de production et d'échanges, leur arracher le pouvoir économique, financier, en confier la gestion et le contrôle au peuple. C'est la condition pour avoir le Pouvoir politique de décision.**

Pourquoi c'est impératif ?

3 exemples :

Renault et Peugeot sont en train de devenir les champions de la rentabilité (dixit le journal financier « Les Echos »). Leur secret : une impitoyable chasse aux coûts.

Renault qui dégage les meilleures marges de son histoire, après avoir fait glisser la production vers la Roumanie, le Maroc, la Turquie prépare un nouvel accord de « compétitivité » de 2017 à 2022 : il met en place « l'overtisme » ou « débordement », en

clair « obliger les salariés à travailler 1 heure de plus en cas de besoin ». Economie, 500 millions d'euros annuels. Si l'activité est en baisse, les salariés auront des jours de congés qu'ils devront rendre à leur patron en journées de travail. L'objectif est de s'adapter aux besoins et aux changements de cycle. C'est ce qu'ils appellent, la flexibilité totale des salariés.

PSA même traitement. Après avoir supprimé des milliers d'emplois, 7.200 en 3 ans, il prépare un plan de réduction des coûts sur 2 sites (Carrière sous Poissy (78) et La Garenne Colombes (92), il supprime 1400 postes sur 10.000. réduction des coûts, 300 millions annuels

Air-Bus qui fait de gros profits veut accroître la rentabilité pour satisfaire les appétits des actionnaires. Il met en place un nouveau plan : objectif 350 millions d'euros d'économie par an. Il supprime 1.164 emplois et met en cause la recherche et le développement et l'innovation.

Face à cette offensive du patronat capitaliste contre les salariés, des syndicats comme la CGT, s'y opposent, il y a des luttes. C'est nécessaire mais il en faut encore plus.

Mais les capitalistes sont les maîtres ils possèdent ces entreprises, les moyens de l'exploitation, leur offensive est permanente Et l'Etat leur appartient quel que soit le gouvernement. Il s'active à leur service.

La lutte quotidienne est indispensable mais pour changer vraiment toute la politique, prendre une autre orientation, il faut aller plus loin.

Il faut arracher aux multinationales le pouvoir économique, financier, le pouvoir politique.

En 2017 se tiendra l'élection Présidentielle. Les multinationales capitalistes font tout pour que Hollande à son tour usé après Sarkozy, soit remplacé par un Président entièrement à son service.

Voyez le spectacle : les « primaires » à droite et bientôt au PS, dans les médias propriété des capitalistes, avec des « candidats » qui ont tous le même programme. Le FN joue son rôle en se

présentant antisystème mais il est lui aussi au service du capitalisme, il est le 3^{ème} fer au feu du capital.

Mélenchon de son côté, soutenu par le PCF, dans son programme « l'avenir en commun », veut une société égalitaire dans les rapports sociaux ? », il fustige « les préjugés de classe qui pourrissent tout ». Il crée des illusions sur l'humanisation du capitalisme mais il ne propose rien contre le pouvoir du capitalisme.

Il ne faut pas se laisser détourner de la réalité : rien ne peut résoudre les problèmes des travailleurs, rien ne peut satisfaire les besoins sociaux dans les conditions de l'exploitation capitaliste.

Détenir le pouvoir économique et financier est la condition indispensable pour avoir le pouvoir politique.

C'est la seule alternative efficace aujourd'hui, celle que seul notre Parti Révolutionnaire Communistes propose au peuple.

Pour y parvenir, il faut lutter tous ensemble unis, contre le capitalisme et ceux qui le soutiennent.

Notre candidat à l'élection Présidentielle Antonio SANCHEZ, nos candidats aux élections législatives seront les promoteurs de cette alternative.